

## Les Notes de l'Institut Diderot

ISMAÏL SERAGELDIN

Où va l'Égypte ?



# SOMMAIRE

AVANT-PROPOS p. 5  
Dominique Lecourt

Y A-T-IL DES RAISONS  
D'ÊTRE OPTIMISTE EN ÉGYPTÉ ? p. 7  
Ismail Serageldin

LES ENJEUX EN ÉGYPTÉ :  
BIEN PLUS QUE DE SIMPLES  
ENJEUX DE POLITIQUE RÉGIONALE p.13

LES PUBLICATIONS  
DE L'INSTITUT DIDEROT p. 21

# AVANT-PROPOS

Les hasards de mon parcours universitaire m'ont donné plus d'une fois l'occasion de rencontrer Ismaïl Serageldin et de travailler avec lui. Je garde en mémoire nos réunions à Alexandrie auprès de cette magnifique Bibliothèque chargée d'une histoire sans pareille qu'il dirige de main de maître.

Homme d'action efficace, il embrasse dans sa pensée les questions philosophiques les plus universelles concernant les rapports entre science et société. Sa qualité d'Égyptien (diplômé de Harvard) apporte à ses analyses la profondeur de champ historique qui enchante ses auditoires.

Les quelques pages qu'on va lire prennent comme objet les événements majeurs qui secouent son pays depuis deux ans au sortir d'une longue apathie. Il prend le risque intellectuel de s'interroger sur l'avenir immédiat d'un mouvement dont les promesses autant que les menaces nous tiennent en haleine depuis 2011.

Il montre les enjeux réels de la question non pour l'Égypte seule, mais à l'échelle de la planète. Devant les soubresauts et les revirements politiques des derniers mois, il s'appuie sur sa connaissance de l'histoire du « monde musulman » pour refuser le catastrophisme si prisé des intellectuels européens. On ne s'étonnera pas de trouver au cœur de ce travail une réflexion de philosophie politique sur la démocratie. Violence, compromis, pluralisme, stabilité, éducation sont, dans cette situation, des mots qui, sous sa plume, ont une signification concrète, souvent dramatique pour nous tous.

Pr. Dominique Lecourt  
Directeur général de l'Institut Diderot

# OÙ VA L'ÉGYPTE ?

Y A-T-IL DES RAISONS D'ÊTRE OPTIMISTE EN EGYPTE ?

La violence est partout dans le pays. Les jeunes, les idéalistes et ceux qui se sentent investis d'un devoir meurent dans les rues et les villages égyptiens, à côté des fanatiques. A nouveau se dresse le spectre de la haine et des attaques contre la minorité chrétienne. Les divergences d'opinion s'exacerbent et se transforment en affrontements. Enfin, la déclaration de l'état d'urgence et l'imposition du couvre-feu sont venus souligner officiellement la gravité de la situation.

L'horreur des cadavres, la souffrance des blessés, les vagues de douleur qui assaillent la société égyptienne, au milieu de périodes placées sous le signe de la colère et de la soif de vengeance : tout cela appelle à faire preuve de raison, de compassion et d'une volonté de tendre la main vers l'autre, quelles que soient ses idées, de sorte que la nation puisse se réconcilier, panser ses plaies et continuer à avancer pour bâtir une seconde république sur des valeurs humanistes solides et des institutions démocratiques inébranlables. Mais sommes-nous condamnés à un cycle de violence qui engendre toujours plus de violence et qui nous précipite vers l'autocratie ? Ou nous est-il encore permis de rêver que nous pourrions dépasser cette violence pour reprendre le chemin qui mène à la construction d'un avenir commun ?

Non seulement je crois que nous pouvons reprendre le chemin qui mène à la construction de notre seconde république, mais je pense en outre qu'il existe des facteurs positifs importants sur lesquels construire cet avenir démocratique auquel nous devons aspirer.

Malgré la violence funeste qui accable actuellement l'Égypte, je soutiens depuis longtemps qu'il existe six excellentes raisons de se montrer optimiste pour l'avenir. Six raisons de croire que l'Égypte sortira de cette épreuve pour construire un avenir profondément démocratique.

### **Premièrement : la nature profondément non-violente du peuple égyptien**

De façon générale, l'Égypte a toujours été une société non-violente. Le peuple est révolté par les effusions de sang et il est certain qu'il exigera un retour à une situation plus normale et moins marquée par la confrontation dans un avenir relativement proche.

### **Deuxièmement : l'adhésion à la loi et aux décisions des juges**

Les Égyptiens ont montré qu'ils soutenaient la loi et le système judiciaire. Qui imaginerait qu'il soit possible de poursuivre Bashar El Assad devant un tribunal ? Ou même Khomeini ? Pourtant c'est bien ce qui s'est passé en Égypte. Depuis la révolution de 2011, les Frères Musulmans aussi bien que les laïcs ont mené nombre de leurs batailles à coups de requêtes déposées auprès des différentes instances judiciaires, qu'il s'agisse de la cour constitutionnelle ou des cours d'assises et des tribunaux administratifs.

Certaines de ces plaintes portaient sur le fait de savoir si Mohamed Morsi pouvait légitimement limoger et remplacer le procureur général, si le comité qui a rédigé le projet de constitution soutenu par M. Morsi avait été formé de façon légale, etc. Les Égyptiens veulent que leurs élections soient supervisées par des juges et quand ils ne recherchent pas un accord à l'amiable, ils veulent en général que leurs différends soient arbitrés par un tribunal.

### **Troisièmement : la liberté d'expression et la diversité des opinions exprimées**

Jamais la liberté d'expression n'a été aussi grande que depuis

la révolution de 2011. Le nombre des journaux et des chaînes de télévision de toutes tendances a explosé. Les limites de la bienséance ont été transgressées. Et le débat est vigoureux, même s'il arrive qu'il soit diffamatoire ou nourri par les théories conspirationnistes les plus folles.

Il est essentiel de préserver cette liberté nouvellement acquise, et c'est pourquoi il faut condamner la fermeture des chaînes de télévision ainsi que l'incarcération des journalistes et des présentateurs. Il faut mettre en question les accusations d'incitation à la violence et à la haine raciale et il faut que celles-ci soient prouvées au cours d'un procès. Tous ces appels à l'unité du pays et à la sûreté nationale doivent être mis en regard de la nécessaire défense de la liberté d'expression.

#### **Quatrièmement : les urnes plutôt que les armes**

Nous avons connu plusieurs scrutins électoraux : un premier référendum en 2011, ce qui impliquait malheureusement que l'on vote avant d'avoir adopté une nouvelle Constitution et deux tours de scrutin à chaque fois pour la chambre basse, la chambre haute et la Présidence. Et cela, sans compter le référendum constitutionnel précipité de décembre 2012 qui eut lieu deux semaines après que le texte qui devait être adopté eut été rendu public. Toutes ces élections se déroulèrent selon les règles, de façon honnête et transparente. Le peuple égyptien a montré qu'il pouvait régler ses différends par les urnes plutôt que par les armes.

#### **Cinquièmement : un niveau de participation populaire sans précédent.**

Le miracle de la révolution de 2011 a marqué le réveil soudain – et presque magique – du peuple égyptien, plongé jusque-là dans une sorte d'apathie. Tout le monde est concerné. Des professeurs d'université distingués et des femmes de la haute société qui n'auraient jamais cru qu'elles manifesteraient dans la rue rejoignent à présent des cortèges et des *sit-ins*. Des familles plus pauvres qui semblaient davantage préoccupées par la nécessité de gagner leur pain quotidien s'investissent

maintenant activement dans le processus politique. Dans chaque maison, dans chaque famille, les débats sont vigoureux. Les manifestations populaires n'ont jamais compté autant de participants. Tout cela présage d'une participation vigoureuse au futur système démocratique.

### **Sixièmement : la profonde division du pays**

La dernière raison, qui n'est pas la moins importante, est une observation contre-intuitive : le pays est profondément divisé. J'aurais été beaucoup plus inquiet si M. Morsi ou Ahmed Chafik<sup>1</sup> avait gagné les élections présidentielles avec un score comme 75 ou 80 % des suffrages exprimés. Alors la tentation d'écraser la minorité aurait été irrésistible. Mais malgré le passé politique de M. Chafik, qui incarne un retour au régime Moubarak, le vote fut presque également divisé, ce qui signifie qu'aucun des deux camps ne pourra éradiquer l'autre complètement. Ils entreront en conflit encore et encore jusqu'à ce que, tels deux boxeurs au quinzième round, ils comprennent qu'ils ne pourront pas chasser l'autre du ring à coups de poings. Les islamistes qui veulent un État ouvertement islamique avec des caractéristiques spécifiques, et ceux qui s'y opposent (qu'ils soient musulmans ou chrétiens) devront comprendre qu'ils appartiennent tous au corps politique de l'Égypte, qu'ils font tous partie intégrante du tissu de la société égyptienne et qu'ils doivent cohabiter. Cela suppose le compromis. Et le compromis est la première étape vers un système politique pluraliste et multipartite.

### **Des temps troublés et une transition difficile**

Cependant si ces six facteurs sont des éléments prometteurs qui peuvent être mis à profit pour construire la Nouvelle République égyptienne, il est probable qu'ils ne porteront leurs fruits qu'à moyen terme, disons à échéance de 3 ou 5 ans. Dans l'immédiat, c'est-à-dire pour les trois années à venir, nous devons

---

1. Ahmad Chafik, né le 25 novembre 1941 au Caire, en Égypte, est un général d'aviation et homme politique égyptien, Premier ministre du 31 janvier au 3 mars 2011.



nous préparer à une période de turbulences. Ces turbulences pourraient fort bien déstabiliser l'ensemble du processus et conduire l'Égypte à régresser vers un Etat autocratique, que celui-ci soit d'orientation laïque ou religieuse. Les optimistes (dont je fais partie) diront que nous avons de très bonnes chances de survivre à ces trois années turbulentes, les pessimistes auront tendance à adopter le point de vue inverse.

Les turbulences des trois années à venir seront dues à trois facteurs distincts au moins :

Premièrement : l'affrontement des deux camps entre lesquels l'Égypte est divisée, jusqu'à ce qu'ils comprennent qu'ils doivent coexister et apprendre à accepter les compromis.

Deuxièmement : la très violente crise économique que traverse le pays et les difficiles mesures qui sont requises pour y faire face. Ce facteur ne doit pas être sous-estimé alors même que les questions politiques font la une des journaux et accaparent l'attention du peuple. Les difficiles réformes économiques tendent inévitablement à causer des tensions politiques et sociales.

Troisièmement : l'absence d'une véritable culture de la démocratie, culture qui reconnaisse que la démocratie suppose le pluralisme et que le pluralisme suppose les désaccords mais aussi que ces désaccords et ces divergences d'opinions sont sains et qu'ils fondent le débat démocratique en matière de politique publique. Une culture de la démocratie qui reconnaisse que le problème de la démocratie, ce n'est pas de savoir qui gouverne, mais plutôt comment protéger la minorité de la tyrannie exercée par la majorité. Telle fut l'intuition fondamentale de Madison dans son idée de constitution fédérale lorsque naquirent les Etats-Unis. Après tout, chaque problème qui nous paraît aller de soi aujourd'hui fut d'abord une position minoritaire, voire une position considérée comme séditionnelle en son temps : depuis les limites

imposées aux prérogatives du monarque jusqu'au droit du peuple à élire son propre gouvernement ; depuis l'égalité de tous les citoyens face à la loi, jusqu'aux droits des peuples à l'auto-détermination, et ainsi de suite.

L'Égypte est aujourd'hui à un tournant capital de son histoire. Nous surmonterons les turbulences des trois années à venir, faisant ainsi fructifier les virtualités latentes des six facteurs que j'ai mentionnés, et nous avancerons vers la construction d'une démocratie vivante et efficace, ou bien nous retomberons en arrière et subirons le retour de l'autoritarisme. J'ai tendance à me montrer optimiste. Je crois que nous surmonterons les obstacles actuels, que nous traverserons cette période caractérisée par des émotions intenses, et que nous avancerons vers un avenir riche de promesses. Une fois de plus, par des manifestations populaires de très grande ampleur, le peuple égyptien a montré qu'il n'acceptait pas l'autocratie.

Nous pouvons tordre le futur pour lui faire prendre la forme de nos rêves.

## LES ENJEUX EN ÉGYPTÉ : BIEN PLUS QUE DE SIMPLES ENJEUX DE POLITIQUE RÉGIONALE

### **Le soulèvement en Égypte**

L'Égypte traverse une série de convulsions tandis qu'un peuple divisé se bat pour décider de l'avenir qu'il veut se donner. Ce faisant, ceux qui souhaitaient instaurer un Etat Islamique avec des caractéristiques spécifiques et imposer leur conception personnelle de la Sharia s'opposent non seulement aux non-musulmans, mais aussi à des groupes de toute sorte, à des partis et à des organisations représentant la gauche, les minorités, les progressistes, les femmes et les laïques. La vague en apparence puissante de l'Islam politique fut arrêtée par le sentiment nationaliste, les inquiétudes des progressistes, les peurs des Chrétiens et un large consensus qui n'acceptait pas que les Frères Musulmans montrent tant de détermination à consolider leur pouvoir, sans le partager avec qui que ce soit, pas même avec d'autres partis islamistes comme les Salafistes. Les Frères Musulmans refusèrent tout compromis, alors même qu'ils avaient pu constater à plusieurs reprises que de très nombreux courants d'opinion leur étaient hostiles. Leur candidat, Mohammed Morsi devint le premier Président élu issu de la société civile, et la constitution qu'ils avaient rédigée sans tenir compte des objections formulées par les non-Islamistes fut ratifiée par un référendum quinze jours seulement après la publication du texte. Ainsi, ils continuèrent à s'aliéner l'ensemble des différentes courants d'opinion. Des dizaines de millions d'Egyptiens signèrent des pétitions demandant l'organisation de nouvelles élections présidentielles, et ces dizaines de millions d'Egyptiens descendirent dans la rue le 30 juin 2013.

L'armée rejoignit le déferlement populaire qui s'opposait aux Frères Musulmans, destitua le Président et soutint le gouvernement par intérim composé de technocrates chargés de superviser la rédaction d'une nouvelle mouture de la constitution. On fit appel au président de la Haute Cour

Constitutionnelle pour occuper par intérim la fonction présidentielle et on approuva une « feuille de route » qui devait conduire vers de nouvelles élections démocratiques. Mais les émotions étaient vives et il en découla des actes de violence. La violence engendrant la violence, cette situation tendue pourrait dégénérer pour aboutir finalement au retour d'un régime autocratique si les principaux acteurs ne parviennent pas à contenir l'affrontement et à lui substituer une nécessaire réconciliation nationale. De quel côté l'Égypte ira-t-elle?

Je voudrais défendre l'idée qu'il s'agit d'une question qui transcende les préoccupations politiques régionales. C'est une question dont les enjeux sont véritablement mondiaux. En voici les raisons :

### **L'Égypte, les Arabes, les Musulmans et le monde**

Tandis que le monde traverse les premières années du 21<sup>e</sup> siècle, il est clair que le monde musulman et l'Occident en général se sont fortement éloignés l'un de l'autre, avec toutes les précautions qui s'imposent lorsqu'on utilise des termes aussi vagues et aussi généraux que l'« Occident » ou que « le monde musulman ». Mais si l'on accepte cette formulation comme une sorte de raccourci qui désigne un fil conducteur ou un élément commun dans une large gamme de conflits qui va des tensions sociales jusqu'à la guerre pure et simple, alors cette confrontation révèle le profond malaise que ressentent la plupart des musulmans, et l'inquiétude que partagent de nombreux occidentaux face à l'« autre ». Le développement de démocraties réellement pluralistes dans les pays du monde comportant une majorité de musulmans permettrait indéniablement de nouer de meilleures relations entre les différentes parties concernées.

Pour des raisons historiques variées, le monde arabe, qui rassemble une population de 350 millions de personnes, exerce, aujourd'hui comme hier, une influence disproportionnée dans le monde des fidèles de l'Islam, lequel compte 1,4 milliard

de croyants. Cela s'explique en partie par la langue du Coran, par les origines du prophète, par la présence des sites saints de l'Islam et par la longue tradition d'érudition religieuse qui fait que la plupart des spécialistes de l'Islam lisent et écrivent en arabe, quelle que soit leur origine ethnique.

De même, et toujours pour des raisons historiques et culturelles variées, l'Égypte et ses 85 millions d'habitants exercent une influence disproportionnée sur le monde arabe. Ainsi, ce qui se passe en Égypte a de fortes chances d'avoir un impact sur ce qui se passe dans le monde arabe, et donc aussi, dans l'ensemble du monde musulman.

Une Égypte pluraliste et démocratique exercerait une influence majeure, mais tel serait aussi le cas d'une Égypte qui serait une version sunnite de l'Iran, ou d'une Égypte qui adopterait à nouveau un système de gouvernement autocratique.

### **Des visions alternatives et concurrentes de l'avenir du monde musulman**

En dépit de l'existence d'une structure formelle, les différences sont nombreuses entre les pays membres de l'organisation de la coopération islamique<sup>2</sup> (OIC), laquelle rassemble en son sein 57 pays musulmans : depuis les petits pays qui peuvent être soit riches comme le Qatar, soit pauvres comme les Comores jusqu'à des pays relativement grands, qui peuvent être riches et dynamiques comme la Turquie, ou très pauvres comme le Bangladesh. À l'évidence, ces pays n'ont ni les mêmes priorités ni les mêmes intérêts, mais ils partagent une identité commune. De plus, à l'intérieur de ce groupe très divers, les

---

2. L'organisation de la coopération islamique (OIC) (anciennement Organisation de la Conférence Islamique) est la deuxième plus grande organisation inter-gouvernementale après les Nations Unies. Elle compte 57 États membres répartis sur quatre continents. L'Organisation est le porte-parole du monde musulman et veille à la défense et à la protection des intérêts du monde musulman dans un esprit qui promeut la paix internationale et l'harmonie entre différents peuples du monde. L'Organisation fut fondée lors d'un sommet qui eut lieu au Maroc en 1969.

pays arabes sont unis par un lien plus fort encore, du fait de l'existence d'une langue commune et d'une histoire largement partagée.

Un certain nombre de ces pays luttent les uns avec les autres pour accroître leur influence et obtenir le leadership à l'intérieur de ce groupe. Il y a aujourd'hui trois acteurs majeurs sur cette scène.

- L'Arabie Saoudite, siège du secrétariat de l'OIC et membre fondateur et actif, est un leader naturel, en tant qu'elle est le foyer de l'Islam et parce que c'est en Arabie Saoudite que se trouvent la Mecque et Médine... Mais son orientation wahhabite n'est pas du goût de tous.
- En Khomeini, l'Iran possédait un leader exceptionnellement charismatique, mais la zone d'influence de ce leadership, quoique vaste, n'en était pas moins limitée. Cela tient au fait que l'Iran est chiite et non-arabe, ce qui eut tendance à limiter l'influence de la République Islamique d'Iran sur le monde arabe, dans la mesure où les sermons en farsi doivent d'abord être traduits en arabe avant de pouvoir toucher les musulmans arabes. D'autre part, comme l'Iran est majoritairement chiite, cela limite son influence sur les Arabes, sunnites pour la plupart, de même que sur une bonne partie du reste du monde musulman, lequel est également majoritairement sunnite.
- La Turquie s'est dotée d'un nouveau dirigeant, moderne et dynamique qui jouit d'une certaine influence à la fois dans le monde musulman et dans le monde arabe, et cela d'autant plus que la Turquie, nation sunnite, a réussi tant en termes économiques qu'en matière de modernisation du pays. D'autre part, la Turquie fut historiquement le cœur de l'Empire Ottoman, dernier grand empire de l'Islam, avec Istanbul pour capitale du dernier califat. Mais là encore, la Turquie moderne n'est pas arabe et n'utilise même pas le même alphabet que la Turquie ottomane. Les déclarations

pro-palestiniennes et anti-israéliennes de M. Erdogan lui ont valu le respect d'une grande partie du monde musulman et du monde arabe.

Chacun de ces trois pays propose une vision différente de ce que pourrait être un pays musulman d'aujourd'hui. L'entrée en scène d'une Égypte postrévolutionnaire stable, forte du prestige d'Al-Azhar et de ses formidables ressources intellectuelles dans le domaine des études islamiques, feraient immédiatement de ce pays l'un des principaux prétendants au leadership.

Les autres pays du monde arabe ne sont pas susceptibles d'exercer une telle influence. L'Irak est confronté à ses propres problèmes internes. L'Algérie est encore convalescente après la longue guerre civile qui a opposé l'Etat laïc aux Islamistes. Les autres pays sont trop petits pour peser du même poids, quels que soient leurs mérites respectifs. Par conséquent, des pays comme la Jordanie ou le Qatar ne peuvent pas devenir les leaders du monde arabe en évinçant des acteurs comme l'Arabie Saoudite ou l'Égypte. Après tout, personne ne s'attendrait à ce que le Luxembourg ou la Suisse dirigent l'Europe, quand bien même ces pays aspireraient à tenir ce rôle. Cependant, à l'échelle mondiale, des acteurs potentiellement aussi importants que le Pakistan, l'Indonésie ou la Malaisie pourraient parfaitement contester ce rôle à la Turquie ou à l'Iran dans les années à venir. Mais c'est là une discussion prématurée.

## CONCLUSIONS

Ainsi, l'entrée en lice de l'Égypte aura un impact décisif sur la façon dont se réaliseront les scénarios qui concernent le monde arabe. Une Égypte qui se replierait sur elle-même et laisserait l'initiative à un autre pays est l'un des scénarios possibles, surtout si nous ne parvenons pas à dépasser la situation conflictuelle que nous connaissons actuellement et



si nous entrons dans un conflit de « basse intensité » qui fera que le pays continuera à tourner son attention vers lui-même et à manquer de confiance en ses propres forces. Mais une Égypte renaissante, ayant pleinement confiance dans la voie qu'elle a choisie, jouira à l'évidence d'une très grande influence. Il y aura toujours d'immenses différences entre les sociétés des pays majoritairement musulmans, de même qu'à l'intérieur de ces sociétés elles-mêmes. Tout ceci n'aura peut-être qu'un intérêt limité pour des millions de musulmans dans de nombreuses régions du monde, qu'il s'agisse des minorités musulmanes dans d'autres sociétés ou de musulmans vivant dans un pays à majorité musulmane, qui veulent simplement gagner correctement leur vie et assurer un meilleur avenir à leurs enfants, alors même que ces forces politiques se déchaînent autour d'eux. Mais nous vivons à l'intérieur des frontières d'un Etat souverain et sous des lois et des règles qu'un gouvernement précis est chargé d'appliquer. La vision qui guide cet Etat, la nature de ces lois et la façon dont elles sont rédigées, de même que la manière dont est choisi, investi et contrôlé le gouvernement qui les applique : tout cela affectera l'existence de tous et de chacun.

Retrouvez l'actualité de l'Institut Diderot sur  
[www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)



## LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DIDEROT

### Dans la même collection

L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert

Emmanuel Halais

Le futur de la procréation

Pascal Nouvel

La République à l'épreuve du communautarisme

Eric Keslassy

Proposition pour la Chine

Pierre-Louis Ménard

L'habitat en utopie

Thierry Paquot

Une Assemblée nationale plus représentative

Eric Keslassy

### Les Carnets des Dialogues du Matin

L'avenir de l'automobile

Louis Schweitzer

Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme

Etienne Klein

L'avenir de la croissance

Bernard Stiegler

L'avenir de la régénération cérébrale

Alain Prochiantz

L'avenir de l'Europe

Franck Debié

L'avenir de la cybersécurité

Nicolas Arpagian

L'avenir de la population française

François Héran

L'avenir de la cancérologie

François Goldwasser

L'avenir de la prédiction

Henri Atlan

L'avenir de l'aménagement des territoires

Jérôme Monod

L'avenir de la démocratie

Dominique Schnapper

L'avenir du capitalisme

Bernard Maris

L'avenir de la dépendance

Florence Lustman

L'avenir de l'alimentation

Marion Guillou

L'avenir des humanités

Jean-François Pradeau

L'avenir des villes

Thierry Paquot

L'avenir du droit international

Monique Chemillier-Gendreau

L'avenir de la famille

Boris Cyrulnik

L'avenir du populisme

Dominique Reynié

L'avenir de la puissance chinoise

Jean-Luc Domenach

L'avenir de l'économie sociale

Jean-Claude Seys

L'avenir de la vie privée dans la société numérique

Alex Türk

L'avenir de l'hôpital public

Bernard Granger

L'avenir de la guerre

Henri Bentégeat & Rony Brauman

L'avenir de la politique industrielle française

Louis Gallois

L'avenir de la politique énergétique française

Pierre Papon

L'avenir du pétrole

Claude Mandil





Ismaïl Serageldin

## OÙ VA L'ÉGYPTE ?

Directeur de la *Bibliotheca Alexandrina* et des sept instituts de recherche et musées qui lui sont affiliés, membre du Conseil consultatif Égyptien, il est professeur émérite d'économie à l'Université de Wageningen (Pays-Bas) et professeur titulaire de la chaire annuelle « Savoirs contre la pauvreté » au Collège de France (2010-2011).



Les quelques pages qu'on va lire prennent comme objet les événements majeurs qui secouent l'Égypte depuis deux ans au sortir d'une longue apathie. Ismaïl Serageldin prend le risque intellectuel de s'interroger sur l'avenir immédiat d'un mouvement dont les promesses autant que les menaces nous tiennent en haleine depuis 2011.

Il montre les enjeux réels de la question non pour l'Égypte seule mais à l'échelle de la planète. Devant les soubresauts et les revirements politiques des derniers mois, il s'appuie sur sa connaissance de l'histoire du « monde musulman » pour refuser le catastrophisme si prisé des intellectuels européens. On ne s'étonnera pas de trouver au cœur de ce travail une réflexion de philosophie politique sur la démocratie. Violence, compromis, pluralisme, stabilité, éducation sont, dans cette situation, des mots qui, sous sa plume, ont une signification concrète souvent dramatique pour nous tous.

Pr. Dominique Lecourt  
Directeur général de l'Institut Diderot

---

